

# RÉPONSE À LA VIOLENCE SEXUELLE ET PRÉVENTION

RAPPORT ANNUEL

Bureau d'équité, de diversité et des droits de la personne

Pour la période allant du :

1er mai 2024 au 30 avril 2025

#### 1. APERÇU

Ce rapport, présenté au Conseil des gouverneurs par le Bureau de l'équité, de la diversité et des droits de la personne (BEDDP), donne des renseignements relatifs aux questions traitées en vertu de la Politique de réponse à la violence sexuelle et de prévention (la Politique) ainsi qu'aux initiatives de conscientisation et de prévention en matière de violence sexuelle assumées pendant l'exercice financier 2024-2025. Ce rapport satisfait les exigences prescrites à l'article 17 de la Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités, L.R.O. 1990, chap. M.19.

#### 2. SERVICES CONSULTATIFS ET DE RÉSOLUTION DE CAS

#### Contacts relatifs aux cas auprès du BEDDP

Pour les contacts relatifs aux cas, on tient compte des personnes qui présentent une plainte, font une consultation ou demandent des renseignements du BEDDP. Elles sont ainsi désignées même si elles n'ont pas présenté une plainte, car le terme réfère simplement aux personnes ou unités qui entrent en communication avec le BEDDP aux fins de demande, de consultation ou de plainte.

#### Répartition des contacts relatifs aux cas

Chaque cas présenté au BEDDP peut être classé dans l'une de ces trois (3) catégories :

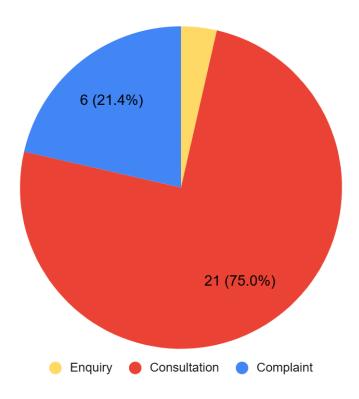
- (1) Plainte: une plainte écrite transmise au BEDDP par une personne qui croit avoir fait l'objet de comportement qui contrevient à la Politique. Il faut souligner que, dès que le BEDDP reçoit un Formulaire de demande de résolution de cas, le cas est catégorisé comme une plainte qui pourrait être traitée dans le cadre de procédés formels ou informels de résolution;
- (2) Consultation: offre de conseils et (ou) de lignes directrices par le BEDDP concernant des préoccupations, questions ou plaintes éventuelles. Les consultations pourraient être liées, mais non de façon limitative, aux demandes d'aide ou d'éclaircissements des membres de la communauté de l'Université Laurentienne, y compris les dirigeants administratifs ou de l'enseignement (p. ex., ceux qui ont l'autorité ou la responsabilité de régler les préoccupations), aux demandes d'aide et (ou) d'information des tiers (p. ex., amis, collègues demandant de l'aide pour appuyer quelqu'un d'autre), ou à la diffusion de renseignements avec un encadrement approprié. Normalement, une interaction plus longue ou des réunions multiples sont exigées afin de prendre en compte une préoccupation relevant du mandat du BEDDP. Un suivi auprès d'autres personnes ou unités administratives ou d'enseignement pourrait s'imposer pour certains services de consultation.

\*Il est important de noter qu'une consultation peut inclure la divulgation de violence sexuelle et que la victime a choisi de ne pas déclencher la procédure de plainte prévue

par la politique, mais qu'elle divulgue cette information dans le but d'obtenir un soutien et des adaptations dans le cadre de la politique.

**(3) Demande de renseignements :** éclaircissement, référence ou remise de renseignements de base.

Au total, 28 personnes ont pris un contact avec le BEDDP en 2024-2025 pour des questions relatives à la Politique : 6 plaintes, 21 consultations et une demande de renseignements.



Demandes de renseignements – Consultation - Plainte

Figure 1 (a) – Contacts relatifs aux cas traités en vertu de la Politique de réponse à la violence sexuelle et de prévention

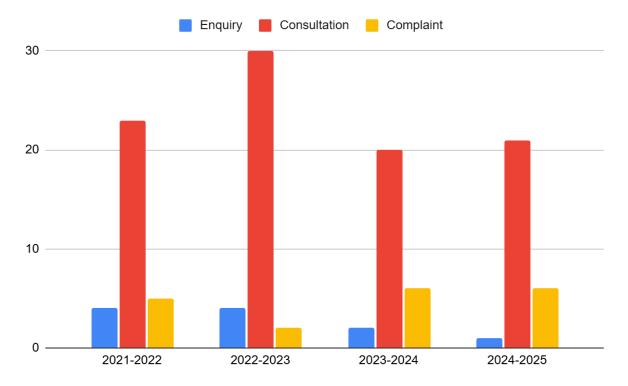


Figure 1(b) - Statistiques comparatives touchant les contacts relatifs aux cas : 2021-2025

# Demandes de renseignements – Consultations - Plaintes

### Catégories de groupes

Pour chaque cas, les contacts relatifs aux cas et les intimés sont répartis en sept (7) catégories de groupe :

- (1) **Corps professoral**: Ce groupe comprend tous les membres de l'Association des professeurs de l'Université Laurentienne (APUL), ainsi que les directeurs de départements et d'écoles (qui sont membres de l'APUL).
- (2) **Unité de faculté ou département :** Sont classés dans ce groupe les cas présentés au nom d'une unité de faculté ou d'un département dans son ensemble et non pas par une personne en particulier.
- (3) **Employés**: Ce groupe comprend tous les employés autres que les membres du corps professoral; à savoir les membres du Syndicat des employés de l'Université Laurentienne (SEUL), les auxiliaires à l'enseignement des cycles supérieurs représentés par le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) et les membres de l'Association du personnel administratif et professionnel de l'Université Laurentienne (APAPUL) qui ne se classent pas dans la catégorie du personnel du groupe de direction, ainsi que tous les autres employés qui n'appartiennent pas à un syndicat ou à une association.

- (4) **Unité de personnel :** Sont classés dans ce groupe tous les cas présentés au nom d'une unité de personnel ou d'un département dans son ensemble et non pas par une personne en particulier.
- (5) **Population étudiante :** Ce groupe inclut tous les membres de la population étudiante de l'Université Laurentienne.
- (6) **Personnel du groupe de direction :** Ce groupe inclut tout le personnel de direction, y compris les membres de l'Équipe de gestion, les vice-recteurs associés, les doyens et les directeurs de services. Il n'inclut pas les directeurs de départements et d'écoles, car ils font partie du corps professoral, comme susmentionné.
- (7) Autres: Sont classés dans ce groupe les cas où l'intimé ou la personne contact n'est pas membre de la communauté de l'Université Laurentienne et les cas où la personne contact ne souhaite pas révéler le nom de l'intimé. Ce groupe comprend aussi l'Université Laurentienne si elle fait enquête ou répond à une plainte en qualité d'établissement.

Le tableau ci-dessous montre la répartition, selon la catégorie de groupe, des contacts relatifs aux cas qui ont demandé des services au BEDDP ou l'ont consulté aux termes de la Politique.

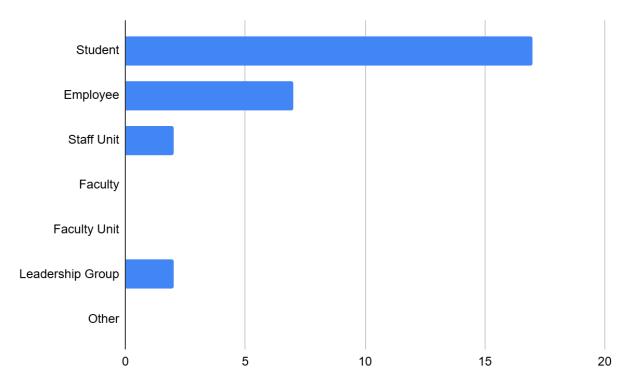


Figure 2 – Répartition selon la catégorie de groupe de contacts relatifs aux cas traités en vertu de la Politique

Population étudiante – Employés – Unité du personnel – Corps professoral – Unité du corps professoral – Équipe de direction - Autre

#### Résolution de plaintes

Des 6 plaintes déposées en 2024-2025 en vertu de la Politique, quatre ont été résolues en 2024-2025 et 2 ont été reportées à 2025-2026. On a eu recours à la résolution informelle pour les cas résolus, à savoir la médiation ou les techniques de MSRD.

#### 3. FORMATION, SENSIBILISATION ET INITIATIVES

Pendant l'année écoulée, le BEDDP a avancé considérablement son mandat afin de créer une communauté plus sécuritaire et inclusive sur le campus de l'Université Laurentienne. Nous avons mis un accent proactif sur la prévention de la violence sexuelle, la formation en matière de consentement et l'autonomisation de la communauté en proposant diverses séances de formation, campagnes de sensibilisation et activités en collaboration. Ces initiatives, créées pour tous les membres de l'Université, y compris la population étudiante, le personnel et le corps professoral, ont non seulement conscientiser les gens, mais aussi transmis des ressources et des compétences essentielles assurant la participation de la communauté et la création d'un campus sécuritaire pour tout le monde.

## Centrer la prévention de la violence sexuelle et l'éducation au consentement

Une grande partie de notre travail a porté sur la promotion d'une culture du consentement et des relations saines. Nos initiatives sont allées au-delà de simples définitions pour inclure des applications pratiques, encourageant une participation active et un dialogue dans l'ensemble de la communauté universitaire.

- Semaine et journée de sensibilisation au consentement : Nous avons consacré une semaine entière en octobre et une journée spécifique en septembre à ce sujet important. Les activités comprenaient des stands interactifs lors des salons des services aux étudiants, un diner-causerie intitulé « Consent Beyond Sex », et une projection du film Audrie and Daisy pour susciter des conversations essentielles. En mobilisant la population étudiante, le personnel et le corps professoral, ces efforts ont été conçus pour fournir une compréhension plus profonde du consentement comme partie continue, enthousiaste et respectueuse de chaque interaction.
- Formation de témoin-intervenant (Upstander): Offertes à des groupes clés tels que le personnel des résidences, les étudiants-athlètes et les dirigeants étudiants lors de la conférence sur le leadership étudiant, ces séances de formation ont permis d'acquérir des compétences pratiques pour une intervention sûre et efficace. Nous avons également proposé une formation précise au personnel et au corps professoral afin d'assurer un

- message cohérent de soutien et d'autonomisation. L'objectif était d'équiper tous les membres de notre communauté pour qu'ils jouent un rôle actif dans la prévention des torts et dans le soutien de leurs pairs.
- Campagnes de sensibilisation ciblées: Nous avons abordé des aspects particuliers de la violence sexuelle dans le cadre d'activités telles que la « Journée de sensibilisation à l'ajout au verre » afin d'aider les membres de la communauté à reconnaître les signes et les risques associés à ce type de méfait.

#### 16 Journées d'action contre la violence sexiste

La campagne mondiale annuelle **16 Journées d'action** a eu lieu du 25 novembre au 10 décembre. L'objectif est d'éclairer et de dénoncer la violence sexiste et de renouveler l'engagement à mettre fin à la violence contre les femmes, les filles et les membres de la communauté 2SLGBTQIA+. Au Canada, le 6 décembre est la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes. Nous avons organisé plusieurs activités pour appuyer cette campagne importante.

- **25 novembre :** En cette Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, nous avons tenu une activité de **hissage de drapeau**, lançant un appel pour mettre fin à la violence sexiste. Il s'agissait également du **Mardi je donne**, permettant à la communauté d'appuyer des causes pertinentes.
- 27 novembre: Nous avons organisé une série d'activités à participation libre, dont un atelier sur les droits de la personne et l'autodéfense des droits (en français) et des séances d'accueil avec Fierté-Pride Laurentienne ainsi que le Centre des femmes de l'UL.
- 28 novembre : Nous avons donné deux ateliers sur les droits de la personne et les préjugés inconscients, l'un en anglais, l'autre en français.
- 29 novembre : Le BEDDP a tenu l'activité de mobilisation de fonds « Bloom for Réseau ACCESS Network » pour souligner la Journée mondiale du SIDA.
- 30 novembre: En collaboration avec le programme de basket-ball de l'UL, les Femmes dans le sport de l'UL, le Centre des femmes, l'équipe de danse de l'UL et Face Painting by Chantal, nous avons sensibilisé les gens aux inégalités dans les sports lors du match des Voyageurs de la Laurentienne contre les Warriors de Waterloo, proposant des discussions percutantes durant la mi-temps sur l'autonomisation des étudiants-athlètes.
- **2-6 décembre :** L'initiative suivie « **FACT CHECK : Gender-Based Violence »** s'est déroulée pour réfuter des mythes communs et fournir des renseignements exacts.
- 3 décembre : Lors de la Journée internationale des personnes en situation de handicap, nous avons organisé une discussion d'experts sous le titre « Paris 24 & the Inclusion Revolution : Challenging Stereotypes & Redefining Perceptions of Disability », avec

l'ancien de l'UL et le conseiller en accessibilité, Lance Cryderman, athlète canadien de la boccia paralympique.

- 4 décembre : L'atelier « Being Trans in Canada, in 2024 » a été présenté par Celeste Trianon.
- **5 décembre :** Nous avons présenté un exposé de Jason Nakogee à la veille de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.
- 6 décembre : Nous avons tenu l'activité « Together in Remembrance: A Vigil Against Violence », un rappel poignant de notre responsabilité collective de mettre fin à la violence et un hommage rendu aux 14 femmes tuées en 1989 à l'École Polytechnique de Montréal.
- 9-13 décembre : L'activité « BRAIN BOARD: What Did You Learn This Week? » s'est déroulée pour renforcer l'apprentissage dans le cadre de la campagne.
- **10 décembre :** Nous avons clôturé la semaine en présentant une campagne exhaustive dans les **médias sociaux**.

#### Soutenir et responsabiliser la communauté

En plus de la prévention, nous avons proposé plusieurs initiatives de soutien et créé des espaces de ressourcement et de dialogue. Ces activités ont été conçues pour être accessibles et pertinentes à un large éventail de personnes sur le campus.

- Collaborations communautaires: Nous avons étendu notre portée grâce à des collaborations essentielles avec des partenaires internes et externes. Des partenariats externes avec des organismes comme la Coalition contre la traite des personnes du Grand Sudbury, White Ribbon Canada et le Centre Victoria pour femmes nous ont permis d'apporter des connaissances et des ressources spécialisées à notre communauté.
- Cercles de survivantes: Nous avons créé des espaces dédiés et sécurisés pour que les survivantes puissent se rassembler et partager leurs expériences, favorisant ainsi un sentiment d'appartenance et de soutien. Ces cercles ont eu lieu à plusieurs dates tout au long de l'année afin d'assurer leur accessibilité aux personnes dans le besoin.
- Ateliers et tables rondes : Des ateliers comme « Human Trafficking: Know the Signs, Make the Call! » et « Comment (bien) réagir à un dévoilement avec le Centre Victoria pour femmes » nous ont permis de faire appel à des experts et d'animer des discussions sur la compréhension, la reconnaissance et la lutte contre la violence sexuelle et sexiste. Notre atelier d'autodéfense a aidé les personnes à comprendre leurs droits et à gérer des situations complexes, en veillant à ce que la langue ne soit pas un obstacle au soutien. Les séances d'accueil de Fierté-Pride Laurentienne et du Centre des femmes ont également offert un espace sécuritaire aux membres de la communauté pour échanger.

 Activité d'orientation : Notre bureau a assisté à des activités clés, notamment la Journée d'orientation des étudiants étrangers au cours des semaines d'orientation du printemps, de l'automne et de l'hiver, ainsi qu'à des séances d'orientation pour de nombreux programmes universitaires, afin de garantir que les nouveaux étudiants reçoivent des informations et des ressources essentielles concernant la prévention et le soutien en matière de violence sexuelle dès le début de leur parcours universitaire.

Grâce à ces diverses initiatives, le BEDDP travaille pour bâtir une communauté plus sûre, libre de violence sexuelle et dotée d'une solide culture de consentement. Nous sommes convaincus qu'une communauté informée et autonome est le meilleur moyen de prévenir la violence sexuelle et d'assurer un campus sûr pour tout le monde.

#### 4. CONCLUSION

Au cours de la dernière année, le Bureau d'équité, de diversité et des droits de la personne (BEDDP) et le Centre étudiant d'équité (CEE) ont collaboré étroitement avec la population étudiante, le corps professoral, le personnel et les partenaires communautaires sur un large éventail d'initiatives de prévention et de sensibilisation afin de favoriser un campus sécuritaire et respectueux. Ces initiatives ont offert à notre communauté d'importantes occasions de s'engager, d'apprendre et de participer activement à la création d'une culture de consentement. Ces efforts reflètent un engagement commun à lutter contre la violence sexuelle et sexiste sur notre campus. À l'avenir, nous continuerons de bâtir sur ces fondements de collaboration, en travaillant avec la communauté Laurentienne pour cultiver une culture de consentement et des relations saines. Cet effort collectif suivi est essentiel pour assurer un milieu sécuritaire et bienveillant à tout le monde.